

Appel mondial aux gouvernements

Droits des travailleurs du secteur EAH dans le contexte de pandémie COVID-19

Pour certaines personnes, le télétravail n'est pas une option.

Chaque jour, des travailleurs du secteur de l'eau et de l'assainissement risquent leur santé pour gagner leur vie. Si la propagation du coronavirus met en évidence l'importance de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène, elle révèle aussi l'insensibilité avec laquelle les gouvernements et les entreprises privées traitent ceux qui fournissent ces services publics vitaux.

Le lavage des mains est présenté comme le meilleur moyen de se protéger contre la contamination par le COVID-19. Pourtant, notre capacité à le faire ne doit pas se faire au détriment des droits des travailleurs. Dans certains pays, la majorité de ceux qui se trouvent en première ligne de l'épidémie – nettoyeurs, agents d'approvisionnement en eau et agents sanitaires – sont dépourvus d'équipements de sécurité appropriés ou d'installations de base pour le lavage des mains.

Au cours des deux dernières semaines, des milliers de travailleurs des services sanitaires de Bangalore et de Delhi ont menacé de faire grève s'ils ne recevaient pas de masques, des gants et du désinfectant pour les mains. Des recherches récentes du Centre for Law and Justice révèlent que les équipements de protection sont également rares ou non obligatoires au Pakistan. En 2019, 70 employés de la société de gestion des déchets de Lahore sont morts dans l'exercice de leurs fonctions. La précarité de l'emploi est également très répandue : 98 % des employés non réguliers de cette entreprise craignent de perdre leur emploi à tout moment.

La maltraitance des travailleurs du secteur de l'eau et de l'assainissement ne concerne pas uniquement l'Asie du Sud. Aux États-Unis, les employés des services d'assainissement sont privés d'équipements de protection, tandis que les agents de nettoyage de l'hôpital Lewisham de Londres – le premier de la capitale à traiter un patient atteint de coronavirus – ont récemment quitté l'hôpital après qu'une entreprise de sous-traitance ait à plusieurs reprises refusé de leur verser leur salaire.

De Lahore à Londres, la violation des droits des travailleurs est une autre pandémie qui pourrait compromettre considérablement les efforts mondiaux pour contenir la propagation du coronavirus. End Water Poverty, ses membres et l'Internationale des Services Publics exhortent les gouvernements du monde entier à mettre en place des mesures d'urgence pour rendre effectif les droits humains des personnes à des « conditions de travail justes et favorables et à la protection contre le chômage » en garantissant :

- ➡ Un équipement adapté avec des protections individuelles
- ➡ Des indemnités de maladie qui couvrent les frais essentiels

➡ Des contrats à durée indéterminée

Une fois ces politiques déployées, les gouvernements doivent les inscrire dans le droit national afin de protéger de manière proactive les travailleurs – et la société dans son ensemble – contre les risques futurs pour la santé publique.

Selon Sani Baba, Secrétaire Régional de l'Internationale des Services Publics pour l'Afrique et les pays arabes :

« Les gouvernements devraient impliquer activement les syndicats, en particulier les syndicats représentant les travailleurs susceptibles d'être exposés au virus sur leur lieu de travail – y compris les travailleurs de la santé et les travailleurs dans les établissements de santé, les travailleurs des services d'urgence, les travailleurs dans les aéroports, les compagnies aériennes et les contrôles aux frontières, les travailleurs des hôtels et les travailleurs dans les espaces publics – dans les processus de décision afin de déterminer les mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la santé sur le lieu de travail. Ils doivent également fournir des informations transparentes et opportunes aux travailleurs et à leurs syndicats sur le nombre et le lieu des infections ainsi que des mises à jour régulières sur la maladie ».

Mary Gill, du Centre pour le droit et la justice, a également réagi :

« À Lahore, l'Agence de l'eau et de l'assainissement (WASA) a adopté le « Safe hands Challenge » de l'Organisation mondiale de la santé pour montrer l'importance du lavage des mains et de l'hygiène. Dans le même temps, ses agents sanitaires sont laissés sans protection ni équipement de sécurité lorsqu'ils descendent dans les fosses pour les déboucher. Nous avons parlé à de nombreux agents sanitaires de Lahore qui ont le sentiment de ne pas être traités comme des êtres humains parce que personne ne se soucie de leur protection. Si les travailleurs du secteur des déchets solides sont susceptibles d'entrer en contact direct avec COVID-19, nous ne pouvons pas oublier les travailleurs des égouts ou les vidangeurs de fosses et de fosses septiques qui sont confrontés à des risques encore plus mortels dans leur travail quotidien. Au Pakistan, la plupart des travailleurs de l'assainissement appartiennent à des groupes marginalisés qui attribuent souvent leur traitement inhumain à leur faible statut social. La pandémie de coronavirus devrait obliger la WASA – et toutes les institutions du monde entier qui emploient des agents sanitaires – à adhérer d'urgence à l'« Agenda pour le travail décent » de l'Organisation internationale du travail ».

Pour Al-Hassan, Coordinateur du réseau international End Water Poverty :

« C'est une injustice de traiter les personnes qui fournissent des services publics vitaux comme des « travailleurs peu qualifiés ». Les travailleurs sanitaires sont parmi les personnes les plus marginalisées et stigmatisées de la société, avec un accès limité à des informations précises, à une protection juridique ou à des soins de santé. Ce traitement inhumain constitue une violation flagrante de leurs droits fondamentaux. Alors que beaucoup d'entre nous pratiquent la mise à distance sociale, ils sont socialement exclus ».

Cet appel s'inscrit dans le cadre de la campagne #ClaimYourWaterRights de End Water Poverty.

➡ [Cliquez ici pour signer la déclaration.](#)